

Cuba souveraine, 125 ans après

En lieu et place de notre commentaire nous vous proposons l'article intitulé "Cuba souveraine, 125 ans après" paru dans le journal nord-américain "The Nation" le 13 février 2023

Par : William M. LeoGrande

Publié dans : Conflit entre les États-Unis et Cuba

13 février 2023

Il est temps pour les États-Unis de traiter Cuba comme la nation souveraine qu'elle est.

Image not found or type unknown



Femme cubaine avec le drapeau national et la photo de Fidel le 26 juillet 2021. Photo : Yamil Lage / Tiré de Getty Images

Ce 15 février marque le 125^e anniversaire de l'explosion qui a détruit le cuirassé USS Maine dans le port de La Havane en 1898, déclenchant la guerre hispano-américaine. La victoire sur l'Espagne, obtenue en cinq mois seulement, concrétise une ambition américaine vieille d'un siècle : la domination de Cuba. Cette domination a duré un demi-siècle, jusqu'à ce que Fidel Castro y mette fin abruptement en 1959, mais elle a laissé une marque indélébile dans l'esprit des décideurs politiques de Washington : l'idée que Cuba n'est pas véritablement une nation souveraine mais qu'elle appartient de plein droit aux États-Unis.

"J'ai toujours considéré Cuba comme l'ajout le plus intéressant qui puisse jamais être fait à notre système d'États", a écrit Thomas Jefferson, qui a tenté sans succès d'acheter Cuba en 1809. John Quincy Adams a saisi le sens du droit naturel de Washington en écrivant en 1823 : "Si une pomme, arrachée par la tempête à son arbre natal, ne peut que tomber sur le sol, Cuba, par la force des choses disjointe de son lien contre nature avec l'Espagne et incapable de se soutenir, ne peut que graviter vers l'Union américaine". Tout au long du XIX^e siècle, les présidents américains successifs ont tenté de cajoler l'Espagne pour qu'elle vende Cuba, mais en vain. En 1898, les États-Unis s'en emparent.

Cuba aurait été annexée à l'époque, comme Porto Rico, Guam et les Philippines, s'il n'y avait pas eu l'amendement Teller. Couplé à la déclaration de guerre contre l'Espagne, il promet l'indépendance de Cuba. Au lieu de cela, après quatre ans d'occupation militaire américaine, Cuba s'est vu accorder une sorte de semi-souveraineté restreinte par l'amendement Platt, imposé au nouveau gouvernement cubain comme condition au retrait militaire américain. Il interdisait à Cuba de conclure des traités avec des pays tiers au détriment des intérêts américains ; il prévoyait des bases militaires américaines (dont la base navale de Guantánamo, qui reste aujourd'hui un symbole durable du refus de Washington de reconnaître la souveraineté cubaine) ; et il donnait à Washington le droit d'intervenir militairement à Cuba pour maintenir l'ordre, ce qu'il a fait en 1906, 1912, 1917 et 1920.

Au moment où l'amendement Platt est abrogé dans le cadre de la politique de bon voisinage du président Franklin D. Roosevelt, la domination économique et politique des États-Unis est bien établie. Lorsqu'un gouvernement nationaliste est arrivé au pouvoir en 1933, Washington a ordonné des sanctions économiques et des pressions diplomatiques pour organiser sa chute en seulement 100 jours.

Un objectif central de la révolution de Fidel Castro était de libérer Cuba de la domination américaine. Il y est parvenu en peu de temps, expulsant la mission militaire américaine, court-circuitant l'ambassadeur américain et nationalisant plus d'un milliard de dollars de biens américains. Washington a répondu en rompant les relations diplomatiques en 1961, précipitant un divorce dont l'acrimonie dure depuis lors.

Au cours des décennies qui ont suivi, les États-Unis ont été incapables de se défaire de leur obsession de reconquête de Cuba. Il y a d'abord eu la "guerre secrète" paramilitaire dans les années 1960 et l'embargo économique, toujours en vigueur, visant à renverser le gouvernement cubain. Les lois et politiques américaines ultérieures ont été étonnamment explicites dans le rejet du droit de Cuba à gérer ses propres affaires.

Le Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act de 1996 (également connu sous le nom de Helms-Burton) spécifie une longue liste de conditions que Cuba doit remplir avant que l'embargo puisse être levé, notamment le remplacement de son système socialiste par une économie de marché libre, l'installation d'un système politique multipartite, avec un accès égal aux médias pour tous, et le paiement d'une restitution non seulement aux propriétaires américains dont les biens ont été nationalisés après 1959, mais aussi aux Cubains-Américains. Le titre III donne aux anciens propriétaires le droit de poursuivre devant un tribunal fédéral américain toute entité américaine, cubaine ou étrangère qui fait une "utilisation rapportant des bénéfices" de cette propriété. Ces dispositions nient effectivement le droit

souverain de Cuba de disposer de biens situés à Cuba et appartenant, à l'époque, à des citoyens cubains.

PROBLÈME ACTUEL

En 2003, le président George W. Bush a créé une Commission d'assistance à une Cuba libre pour "planifier la transition de Cuba". Les 54 premières pages du rapport de 423 pages étaient un catalogue de mesures "pour mettre fin rapidement à la dictature de Castro". Le reste était consacré à détailler la manière dont les États-Unis allaient ensuite remodeler Cuba à leur propre image : législatif, exécutif, tribunaux, forces armées, lois, marchés, services sociaux, transports, communications et environnement. C'était un plan si détaillé qu'il faisait rougir même les colonialistes du 18ème siècle. Un deuxième rapport, publié en 2006, recommandait la même chose, ce qui a amené le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, à déclarer : "Il n'y a pas de transition, et ce n'est pas votre pays".

En 1986, Fidel Castro a exprimé l'espoir d'une amélioration des relations entre Cuba et les États-Unis, mais uniquement "sur la base du respect le plus absolu de notre condition de pays qui ne tolère pas les ombres à son indépendance". Dans sa première déclaration publique après son accession à la présidence en 2006, Raúl Castro a réaffirmé cette position, et dans tous les grands discours qu'il a prononcés depuis, lui et le président Miguel Díaz-Canel ont répété que l'amélioration des relations dépendait du respect par les États-Unis de la souveraineté de Cuba.

En décembre dernier, le vice-ministre des Affaires étrangères Carlos Fernández de Cossio a exprimé l'espoir que l'assouplissement par le président Biden de certaines des sanctions du président Trump pourrait augurer d'un réchauffement des relations. Mais il a averti : "Le gouvernement américain ne peut prétendre traiter Cuba comme si elle faisait partie de son territoire ou traiter Cuba comme s'il s'agissait d'une possession coloniale".

Le président Biden a été éloquent et ferme dans sa défense du principe de souveraineté nationale en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. "Nous savons tous ce qui est en jeu", a déclaré M. Biden en décembre. "L'idée même de souveraineté, la Charte de l'ONU". Mais le respect de la souveraineté nationale doit être universel pour être authentique, s'appliquant aux adversaires comme aux alliés. Cent vingt-cinq ans après la première intervention des États-Unis à Cuba, écartant les indépendantistes qui combattaient les troupes espagnoles depuis 1895, il est temps - depuis longtemps - que les États-Unis commencent à traiter Cuba comme la nation souveraine qu'elle est.

(Tiré de The Nation Traduit en français par Radio Havane Cuba)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/313790-cuba-souveraine-125-ans-apres>



Radio Habana Cuba